

1945, le tournant du XXe siècle?

Vaïsse

Résumé

1945, Turn of the Century ? by Maurice Vaïsse

Not only the end of the Second World War, 1945 was also the beginning of a new and promising era. But how many ambiguities in these promises ! In the place of the solidarity that drove the Allies, a bipolar world, shared by the two big winners, the United States and the USSR, was built on the ruins of Europe. Instead of the peace wished by the UN, the French and British colonial empires saw their first setbacks, in Algeria, India, and Indochina. And instead of the collective security System conceived in Dumbarton Oaks, the bombs on Hiroshima and Nagasaki announced the start of a 50 year long arms race, which would come to an end only after the collapse of the communist block, in the 90s.

Citer ce document / Cite this document :

Vaïsse. 1945, le tournant du XXe siècle?. In: Politique étrangère, n°3-4 - 2000 - 65 année. pp. 875-886.

doi : 10.3406/polit.2000.4991

http://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_2000_num_65_3_4991

Document généré le 09/09/2015

Maurice VAÏSSE

1945, le tournant du XX^e siècle ?

L'année 1945 fut, bien plus que la seule fin de la Seconde Guerre mondiale, le commencement d'une ère nouvelle et prometteuse. Mais que d'ambiguïtés dans ces promesses ! À la place de la solidarité qui animait les Alliés, c'est un monde bipolaire, partagé entre les deux grands vainqueurs, États-Unis et URSS, qui s'édifie déjà sur les ruines de l'Europe. Au lieu de la paix souhaitée par l'ONU et son Conseil de sécurité, les empires coloniaux français et britannique connaissent leurs premiers soubresauts, en Algérie, en Inde, en Indochine. Et en guise du système de sécurité collective échafaudé à Dumbarton Oaks, les bombes sur Hiroshima et sur Nagasaki annoncent le commencement de la course aux armements, qui ne prendra fin qu'après l'effondrement du bloc communiste, dans les années 90.

Politique étrangère

L'année 1945 représente à coup sûr un tournant du siècle qui s'achève. Mais, alors que, pour les contemporains, cette année ne représentait pas autre chose que la fin de la Seconde Guerre mondiale, on eut tendance, plus tard, à majorer l'importance de cette date clef, et à y voir la fin d'une époque et même le début d'un monde nouveau. Au contraire, depuis les événements des années 1989-1991, on a maintenant tendance à minorer l'importance de cette rupture. Qu'en est-il exactement¹ ?

1945, fin d'une guerre et d'un monde ancien

L'année 1945 représente d'abord la fin d'une guerre, mais il faut y regarder de plus près. En fait, l'année est partagée en deux : la guerre n'en finit pas de se terminer pendant la première moitié de l'année. En janvier, les adversaires de l'Allemagne et du Japon sont convaincus

Maurice Vaïsse est directeur du Centre d'études d'histoire de la défense.

1. La bibliographie est particulièrement abondante. Contentons-nous de citer des ouvrages de synthèse : Stéphane Courtois et Annette Wieviorka (dir.), *L'État du monde en 1945*, La Découverte, Paris, 1995 ; dossier d'*Historiens-Géographes*, « 1945, fin d'une guerre », mai-juin 1995 ; Maurice Vaïsse (dir.), *8 mai 1945, la victoire en Europe*, Complexe, Bruxelles, 1995.

que l'issue ne fait plus de doute : la victoire est en vue, mais le dénouement apparaît encore lointain. Sur le plan diplomatique, les trois Grands précisent à Yalta (4-12 février 1945) leur coopération face à l'Allemagne nazie, prévoient les modalités de l'occupation de l'Allemagne avec participation française, ainsi que la tenue d'une conférence à San Francisco pour la création de la future Organisation des Nations unies. Ils publient une Déclaration sur l'Europe libérée, prévoyant la formation de gouvernements démocratiques dans les pays libérés. Surtout, ils s'accordent sur leurs zones d'influence, qui reprennent les échanges entre Churchill et Staline d'octobre 1944 et ne font que traduire la carte de guerre. Sur le plan militaire, les combats se heurtent à une résistance effrénée des forces allemandes. Alors qu'il n'a pas la moindre chance de gagner ni même d'obtenir une paix de compromis – en raison de l'exigence de capitulation sans conditions –, la grande majorité du peuple allemand suit aveuglément ses dirigeants.

La victoire des Alliés

Sur le front occidental, le redressement de la *Wehrmacht* est spectaculaire. Depuis les débarquements de Normandie (juin 1944) et de Provence (août 1944), la progression militaire n'est pas irrésistible. La contre-offensive dans les Ardennes (Noël 1944) remet en question l'offensive anglo-américaine, tandis que les armes nouvelles allemandes laissent planer un doute sur la capacité alliée de remporter la guerre. L'effondrement du régime de Vichy n'est pas sûr, car Pétain et Laval tentent, chacun de son côté, de jouer leurs cartes, profitant en cela de la position ambiguë de Roosevelt. Sur le théâtre d'Extrême-Orient, malgré la maîtrise des mers désormais aux mains de l'*US Navy*, le haut commandement américain est pessimiste ; la résistance japonaise est acharnée, et les premières attaques d'avions kamikazes laissent penser que la victoire est encore loin. Au fur et à mesure de la progression américaine dans le Pacifique, la résistance des forces japonaises se fait plus dure, ce dont témoignent les combats sanglants d'Iwo-Jima et d'Okinawa. Même si la situation militaire du Japon est sans issue, on voit mal comment conclure rapidement. Les autorités américaines n'envisagent pas de débarquer sur l'archipel japonais avant au mieux 1946, et au prix d'une hécatombe, comme la conquête des îles du Pacifique l'a prouvé.

Pourtant, le sort des armes va se dénouer plus rapidement que prévu. L'offensive de l'Armée rouge est pleinement victorieuse et la ligne de résistance allemande sur la Vistule s'effondre : la bataille de l'Oder est acharnée. Les forces américaines franchissent le Rhin le 13 mars. Le bombardement stratégique allié sur l'Allemagne fait rage et un « typhon de feu » ravage Dresde (13-14 février). Les forces américaines et soviétiques font finalement leur jonction à Torgau, sur l'Elbe (25 avril), avant l'assaut sur Berlin et le suicide d'Hitler (30 avril) qui annonce l'effondrement de la résistance allemande. En Extrême-Orient, seule l'arme atomique a raison de la résistance japonaise, tandis que l'URSS entre en guerre le 8 août : les explosions nucléaires des 6 et 9 août 1945, sur Hiroshima et Nagasaki, ont pour effet immédiat la capitulation du Japon et la fin de la Seconde Guerre mondiale en Asie.

1945, fin de la guerre ? C'est vite dit : aucune date n'est en effet plus ambiguë que celle de la capitulation allemande. À Reims, c'est le 7 mai 1945, à 2 h 41, que l'acte de capitulation allemande est signé au PC du général Eisenhower. L'annonce officielle en est faite le 8 mai, par les Alliés. Les Soviétiques, quant à eux, considèrent l'acte de Reims comme un préliminaire à la signature de la capitulation, le 9 mai, à Berlin, au PC du général Joukov. Si, le 8 mai, la France fête la fin de la guerre et la victoire (le « *VE Day* »), l'allégresse est pourtant mesurée. En fait, le grand moment a été la Libération et la fin de l'occupation, pendant l'été 1944. Le gouvernement provisoire de la République française (GPRF), constitué le 3 juin 1944 à Alger, s'installe à Paris en septembre et est enfin reconnu par les Alliés, le 23 octobre 1944². Son objectif est de chasser totalement les Allemands qui occupent encore les ports de l'Atlantique et tout l'est de la France. Il s'agit de reconstruire, de rétablir l'État républicain, de retrouver la puissance, en particulier par la remise sur pied de forces armées prêtes à toutes les missions de l'après-guerre : participation à l'occupation de l'Allemagne, présence en Extrême-Orient, etc. Mais la priorité va très vite passer à la reconstruction et à la modernisation de l'équipement.

En Italie, les choses sont encore plus compliquées. Depuis le débarquement anglo-américain, en septembre 1943, la péninsule est parta-

2. Sur ce point, voir Chantal Morelle et Maurice Vaisse, « La reconnaissance diplomatique du GPRF », dans Fondation Charles de Gaulle, *Le rétablissement de la légalité républicaine*, Complexe, Bruxelles, 1996, p. 855-878.

gée en deux : le sud, libéré et rallié ; le centre et le nord, livrés aux partisans et, surtout, aux Allemands, qui tiennent sous leur contrôle la République de Salò. Pour les Italiens, en lutte contre leur ex-allié de l'Axe, la fin de la guerre date du 29 avril 1945, à Caserte, où est signé l'acte de capitulation des forces allemandes d'Italie du Nord.

En Extrême-Orient, la guerre continue après le 8 mai 1945. Deux jours après Hiroshima, le 8 août, l'URSS déclare la guerre au Japon : ses forces pénètrent en Mandchourie et en Corée. Et c'est seulement le 2 septembre, sur le croiseur Missouri, en rade de Tokyo, qu'est signé l'acte de capitulation du Japon.

Le désastre humain

Le bilan de la guerre est catastrophique : environ 50 millions de morts, car, plus encore que pendant la Grande Guerre, les populations civiles ont été directement victimes des combats, terrestres et aériens, de la répression et de la déportation. Plus de la moitié des victimes sont en Union soviétique, mais, en valeur relative, c'est la Pologne qui a perdu le plus d'habitants : 18 % de sa population. Autres conséquences de la guerre et des changements de frontières : des millions de personnes déplacées (requis du travail obligatoire, prisonniers de guerre, expulsés, populations transférées de force ou fuyant l'avance des troupes). Au hasard de l'avance des troupes alliées, l'ouverture des camps et la découverte de l'univers concentrationnaire sont un choc psychologique pour l'opinion mondiale. Les images de cadavres jetés par milliers dans les fosses communes, de morts-vivants sortis tout hébétés des camps, et la révélation des crématoires, des chambres à gaz et des charniers, remplissent de tristesse ce qui devrait être la grande joie de la fin d'une guerre terrible.

Les destructions matérielles sont énormes en Europe et en Extrême-Orient, en particulier pour les agglomérations et les infrastructures de communication, du fait des bombardements. Mais les belligérants, ravagés par la guerre, conservent d'importantes capacités de production. Certains d'entre eux sont même indemnes, comme les États-Unis et le Canada. En l'espace de quelques mois, l'Empire unitaire allemand fondé par Bismarck est brisé dans une catastrophe militaire et politique sans précédent : c'est ce pays, ici et là réduit à un chaos de ruines, que les Alliés décident d'occuper et de maintenir sous une

tutelle étroite. Des centaines de milliers de réfugiés ou de personnes déplacées y sont encore en mouvement. *Allemagne, année zéro*, le film de Roberto Rossellini, reflète bien cette atmosphère de fin du monde, de retour à la case départ.

Au début de l'année 1945, l'Italie est divisée en deux : au sud de la ligne « gothique » par laquelle passe le front, stable d'octobre 1944 à avril 1945, le terrain est occupé par les Anglo-Américains, le gouvernement du Roi et les partis antifascistes réunis dans le Comité de libération nationale. Au nord, elle est aux mains des occupants allemands, de la République de Salò et de la Résistance. Fin avril 1945, l'offensive anglo-américaine permet la libération du pays. La Résistance aboutit à un renouvellement politique et à une démocratie parlementaire dominée par la Démocratie chrétienne, parti antifasciste modéré, lié à l'Église catholique.

Quant au Japon, assommé par les bombardements américains et les bombes sur Hiroshima et Nagasaki, il doit céder toutes ses conquêtes et même restituer la plupart de ses annexions d'avant-guerre, et il est occupé par les Américains.

1945, début d'un âge nouveau ?

L'espoir d'un monde nouveau

Fin de la guerre, l'année 1945 est-elle pour autant le début d'un âge nouveau ? Ce n'est pas certain. La coalition des vainqueurs du conflit, pour commencer par elle, est-elle destinée à se maintenir ? Rien ne reflète mieux le caractère ambigu des relations entre Alliés que la conférence de Potsdam (17 juillet-2 août 1945) et la solidité relative de la grande alliance née de la guerre. Le consensus demeure sur les grands principes concernant l'Allemagne : démilitarisation, dénazification, large décentralisation ; les Alliés décident de ne pas la démembrer et de la considérer comme une entité politique et économique, occupée conjointement par les Alliés, par le biais d'un Conseil de contrôle. La guerre est terminée sur le sol européen, mais Staline impose ses vues sur la Pologne : la frontière occidentale est fixée sur la ligne Oder-Neisse, incluant ainsi d'anciennes provinces allemandes dont les Allemands sont expulsés. La frontière orientale est fixée sur la ligne Curzon, laissant à l'Union soviétique des territoires auparavant polonais. Bref,

toute la Pologne opère une translation vers l'ouest de plusieurs centaines de kilomètres, et la Russie progresse aussi vers l'ouest. L'institution du Conseil des ministres des Affaires étrangères des cinq puissances, chargé de préparer les traités de paix, va très vite se heurter au conflit américano-soviétique sur l'Allemagne. Tout traité de paix est impossible dans l'immédiat et la division de l'Allemagne est inscrite dans la réalité de 1945. Bref, à la guerre ne succède pas la paix.

Malgré tout, l'espoir d'un monde meilleur existe. Depuis la Charte de l'Atlantique (août 1941) et la déclaration des Nations unies (1^{er} janvier 1942) a été affirmée la nécessité d'une organisation internationale pour le maintien de la paix. Envisagée à la conférence de Téhéran (novembre 1943), mise au point à Dumbarton Oaks (septembre 1944), la charte de cette organisation est signée à San Francisco, le 26 juin 1945, par les représentants des cinquante pays. Ils conviennent de « *préserver les générations futures du fléau de la guerre* ». La création de l'ONU est célébrée comme « *la naissance d'une nouvelle ère dans l'histoire* ».

Les Alliés se mettent également d'accord pour juger les auteurs et criminels de guerre et les responsables de crimes contre l'humanité. C'est ainsi que, le 18 octobre 1945, s'ouvre à Nuremberg – c'est-à-dire dans la ville où le parti nazi tenait ses congrès – le procès mettant en accusation devant un tribunal international les plus hauts responsables de l'État et des organisations nazies. Le procès de Nuremberg marque une date importante dans le sens d'un élargissement de la conscience collective. À ce moment-là, toutefois, la spécificité du génocide n'apparaît pas encore.

À l'ONU, la responsabilité du maintien de la paix – le grand échec de la SDN – est confiée au Conseil de sécurité, composé de onze membres, dont cinq permanents, la Chine, la France, l'URSS, le Royaume-Uni et les États-Unis, c'est-à-dire les vainqueurs. La Charte prévoit que toute décision importante doit être prise par sept des membres du Conseil de sécurité dont les cinq membres permanents, ce qui leur octroie, de fait, un droit de veto.

L'éclipse de l'Europe

Cinq « grandes puissances » ? Voire ! Parmi les cinq, la Chine de Tchang Kaï-chek ne doit son statut qu'à l'insistance des États-Unis.

C'est un pays en proie à la guerre civile et sur lequel Mao Tsé-toung règnera quatre ans plus tard. Il y a aussi la France, dont le rétablissement est inespéré, quand on considère l'abîme dans lequel elle était tombée en juin 1940 : il a fallu toute la persévérance de Charles de Gaulle pour obtenir qu'un pays occupé soit traité comme un pays vainqueur. Mais son ambition de redonner à la France son rang de grande puissance se heurte aux possibilités du pays qui a encore faim et froid et continue à vivre sous le régime du rationnement, alors que la victoire devait tout changer : « *un habit taillé un peu grand pour elle*³ ».

Avant la guerre, la voix de la France comptait encore dans le monde. Mais, après 1945, la France se trouve réduite à une presqu'île de l'Eurasie, à un petit territoire européen face aux puissances de dimension continentale que sont les États-Unis et l'Union soviétique. Certes, elle siège aux côtés des vainqueurs et signe les capitulations. Mais son absence à Yalta et à Potsdam signifie qu'elle n'a pas retrouvé tous les attributs de la grande puissance qu'elle était. Quant à la Grande-Bretagne, elle s'est épuisée dans la guerre. Même si elle est encore à la tête du plus grand empire colonial du monde, sa dépendance à l'égard des États-Unis fait d'elle un brillant second. Et cependant, les Britanniques, fiers d'avoir lutté pour la liberté du monde, croient que l'avenir leur appartient ; le chancelier de l'Échiquier, Hugh Dalton, exprime le point de vue d'une large majorité de ses compatriotes qui ont voulu marquer le renouveau en donnant la majorité absolue aux travaillistes : « *Après l'interminable tempête de la guerre [...], nous venons de voir le soleil se lever.* »

En vérité, la fin de la Seconde Guerre mondiale sonne l'éclipse de l'Europe. Certes, dès la Grande Guerre, on avait vu dériver la puissance du vieux monde vers les mondes extra-européens. Mais l'année 1945 marque la fin de la prépondérance européenne, l'apparition des superpuissances et le début de leur prédominance.

Les deux grands vainqueurs sont en effet les États-Unis et l'URSS, mais le contraste entre eux est saisissant. Les premiers sortent de la guerre triomphants dans tous les domaines : militaire, économique (ils furent l'arsenal des autres Alliés) et territorial (la terre américaine sort indemne du conflit). De fait, en intervenant dans la guerre, les

3. René Girault, dans *8 mai 1945*, op. cit. [1].

Américains ont mis fin à leur « isolationnisme » : ils estiment que leur pays doit tenir dans l'ordre international le rôle qui correspond à sa puissance politique et économique, c'est-à-dire le premier. La reconstruction économique, destinée à éviter le retour aux secousses qui ont fait chanceler la stabilité internationale dans l'entre-deux-guerres, est faite dans une optique résolument libérale. Les institutions créées à Bretton Woods et les mécanismes qui en sont issus font que les États-Unis jouent, à partir de 1945, le rôle de régulateur des échanges mondiaux, à travers le dollar. Même sur le plan culturel, le modèle américain véhiculé par les *GI's* venus libérer l'Europe tend à se répandre. Les États-Unis ont tiré un avantage certain de leur engagement dans la Seconde Guerre mondiale.

En revanche, même si l'Armée rouge est finalement victorieuse, le bilan pour l'URSS est plus nuancé : elle sort meurtrie de la guerre, qui transforme pourtant radicalement le statut de ce pays, naguère ostracisé, et qui émerge comme l'une des deux superpuissances. Le territoire de l'Union soviétique s'est agrandi aux dépens de la Pologne, de la Finlande, de la Tchécoslovaquie et de la Roumanie. Le retentissement politique est formidable : le mouvement communiste acquiert une légitimité nouvelle, et son influence idéologique se répand au-delà des pays libérés par l'Armée rouge, dont le prestige est immense. L'année 1945 marque le triomphe du communisme soviétique.

Les prémisses de la guerre froide

Mais déjà se dessinent deux blocs. En Europe, comme en Asie, la méfiance entre Alliés se transforme en rivalité américano-soviétique. On a déjà observé que, sur un acte essentiel de la guerre, celui de la capitulation de l'Allemagne, la coalition antinazie a divergé : les Soviétiques, craignant un arrangement des Allemands avec les Anglo-Américains, ont imposé la signature à Berlin. En Corée, annexée par les Japonais depuis 1910, les forces américaines et soviétiques s'installent, en septembre 1945, de part et d'autre du 38^e parallèle.

La guerre froide n'est pas loin. Dès le 27 février 1945, en Roumanie, les Soviétiques imposent à Bucarest la formation d'un gouvernement d'union nationale à forte participation communiste. De même, en Pologne, se constitue, le 28 juin 1945, un gouvernement provisoire dont la majorité est composée des membres du comité de Lublin

(communistes). D'ailleurs, dès le 12 mai 1945, Winston Churchill a lancé un cri d'alarme en évoquant déjà le rideau de fer qui tombe sur l'Europe.

L'année 1945 correspond ainsi au passage progressif d'une période où la négociation reste la règle, à celle où la situation devient bloquée. Les relations entre les Alliés occidentaux et l'URSS se tendent progressivement en une succession de crises. Bref, c'est une année de transition au cours de laquelle les ex-Alliés prennent progressivement conscience de l'antagonisme profond de leur conception du monde, ce que la guerre avait masqué.

La course aux armements est un autre aspect de cet antagonisme. La réalisation de bombes atomiques a nécessité un énorme effort de recherche scientifique et un gigantesque programme industriel, dans le cadre du projet Manhattan. La décision d'emploi obéit à des considérations variées : d'ordre stratégique, certes, pour ne pas avoir à courir le risque d'une invasion du territoire japonais, mais aussi d'ordre politique, pour ne pas laisser à Moscou le bénéfice d'une victoire sur le Japon, « *le dernier acte militaire de la Seconde Guerre mondiale et la première opération importante de la guerre froide* ». La capitulation du Japon est immédiate, et la bombe d'Hiroshima ouvre une ère nouvelle dans l'histoire de l'humanité. Toute la presse célèbre à l'envi « *la plus sensationnelle, la plus grande découverte scientifique du siècle*⁴ ». Albert Camus, cependant, écrit dans *Combat* : « *Devant les perspectives terrifiantes qui s'ouvrent à l'humanité, nous apercevons encore mieux que la paix est le seul combat qui vaille d'être mené...* »

En réaction, dès la fin de la guerre, l'URSS décide de se doter à son tour des armes atomiques qui lui permettront de confirmer son statut de superpuissance et de défier le monopole américain. Dans le plus grand secret, elle va s'engager dans l'aventure de la bombe, en utilisant à la fois ses ressources propres et des moyens d'information – légaux ou non – provenant d'Occident, ce qui est à l'origine de la course aux armements nucléaires. Bien sûr, les bombes sur Hiroshima et Nagasaki ouvrent le cycle nucléaire, c'est-à-dire une ère nouvelle dans l'histoire de la guerre. Mais, en 1945, personne n'en a encore conscience, et cette révolution va mettre quelques années à

4. *Le Parisien libéré*, 7 août 1945.

s'imposer et à bouleverser les données fondamentales des relations internationales.

Le déclin des empires coloniaux

L'année 1945 marque aussi le début de la décolonisation. Dès l'engagement des États-Unis dans le conflit, en 1941, Franklin Roosevelt avait tenu à marquer son hostilité au maintien du colonialisme européen dans le monde de l'après-guerre. Or, les peuples des empires coloniaux sont frappés par la défaite ou l'éclipse de leurs métropoles, par la crise économique consécutive aux années de guerre, par le recours à la participation des « indigènes » aux troupes, et par les messages millénaristes inhérents à la fin d'une guerre. Le 17 août 1945, le chef nationaliste Sukarno a proclamé l'indépendance des Indes néerlandaises, où les Néerlandais – aidés par les Britanniques – tentent de revenir.

Ces derniers sortent de la guerre avec la fierté d'y avoir joué un rôle majeur, et si l'Empire britannique a été secoué et même humilié, la victoire a tout balayé : l'Empire demeure un immense ensemble composé de dominions et de dépendances coloniales. Mais les signes annonciateurs du déclin se montrent dès 1945. Pour les dominions, seuls les États-Unis apparaissent susceptibles de garantir leur sécurité. Quant aux colonies, elles sont secouées de courants nationalistes plus ou moins affirmés. En Inde, alors que les Britanniques envisagent une dévolution de leurs pouvoirs, le mahatma Gandhi – incarcéré jusqu'au 6 mai 1944 – réclame le départ des troupes britanniques. Aux élections de décembre 1945, le parti du Congrès l'emporte partout, sauf dans les régions musulmanes, ce qui annonce déjà la partition Inde-Pakistan de 1947.

Dans l'empire français, l'Afrique du Nord sort d'une guerre dans laquelle elle a joué un rôle primordial : champ de bataille en Tunisie, de novembre 1942 à mai 1943 ; base arrière des opérations du corps expéditionnaire français en Italie et pour la libération de la France, en 1944 ; assise territoriale du CFLN et du GPRF, et capitale de la France combattante. Mais les difficultés économiques dues à la guerre et à l'éclipse de la France, dont l'image est atteinte depuis la défaite de juin 1940, rendent les populations musulmanes plus sensibles aux propagandes extérieures et favorisent les aspirations à l'indépendance.

Malgré des réformes lancées par le GPRF dès la conférence de Brazzaville, en janvier 1944, une très grave épreuve de force éclate en mai 1945 : dans le Constantinois, les militants du Parti du peuple algérien organisent une révolte, qui est réprimée avec sévérité par les autorités françaises. Tous les ferments de la guerre d'Algérie sont déjà présents à cette date.

En Indochine, l'année 1945 est pleine de rebondissements. Elle est d'abord marquée par le coup de force japonais du 9 mars, qui entraîne la disparition totale de la souveraineté française. Du coup, les trois États du Viêt-nam, du Laos et du Cambodge proclament leur indépendance, sous la tutelle japonaise. Quelques mois plus tard, la capitulation du Japon crée un vide dont profitent les groupes nationalistes, parmi lesquels le Viêt-minh, pour s'emparer du pouvoir. En juillet 1945, la conférence de Potsdam confie la mission de désarmer les troupes nippones à la Chine, au nord du 16^e parallèle, et à la Grande-Bretagne, au sud. Le retour de la France en Indochine s'annonce donc particulièrement difficile. Le 2 septembre 1945, Hô Chi Minh proclame l'indépendance d'une République démocratique du Viêt-nam, alors que le général Leclerc est chargé de rétablir la souveraineté française en Indochine. Il y parvient au sud sans trop de difficultés ; mais au nord, il lui faut nouer des négociations doubles, l'une avec les Chinois pour qu'ils évacuent, l'autre avec le Viêt-minh. Le problème du retour des Français en Indochine est donc directement à l'origine de la guerre qui commence en 1946.

L'ambiguïté domine aussi au Japon où, malgré la capitulation sans conditions, la défaite et l'occupation, on assiste – à la différence de ce qui se passe en Allemagne – au maintien du système impérial et de l'empereur Hirohito. C'est dire qu'il n'y a pas de vraie rupture avec le passé et que tout se passe comme si la responsabilité des Japonais dans les agressions et l'exploitation de l'Asie du Sud-Est était occultée par le feu nucléaire subi par Hiroshima et Nagasaki, et par les équivoques de la politique américaine.

1945 est aussi le début d'un problème clef des relations internationales : l'immigration juive continue en Palestine, avec les rescapés des camps de la mort. Mais la Ligue des États arabes, créée le 22 mars 1945, réclame l'arrêt de cette immigration. Responsable du mandat sur la Palestine, le gouvernement britannique se trouve en butte aux

attaques des uns et des autres. En déclenchant des attentats contre les Britanniques, les groupes sionistes juifs posent la question de la création d'un État d'Israël.

1945, tournant surestimé ?

Finalement, on ne peut avoir de l'année 1945 une vision très nette : elle n'est pas, en tout cas, le tournant simple autour duquel se regroupent les événements du siècle. D'un côté, 1945 représente la victoire sur le fascisme et la défaite définitive de l'ancien régime : plusieurs monarchies disparaissent (Roumanie, Bulgarie, Yougoslavie, Italie). De l'autre, partagée elle-même entre guerre et paix, elle a l'ambiguïté de ces périodes de transition où tout est possible, où les buts de guerre des Alliés – en passe d'être atteints – s'effacent derrière les objectifs de paix, et où, finalement, le monde de l'après-guerre n'a que peu de ressemblance avec celui que l'on avait rêvé. En outre, elle voit s'effacer progressivement des cadres de référence qui dataient des années 30 et une vision manichéenne entre fascisme et antifascisme, pour voir réapparaître et s'instaurer un autre antagonisme entre libéralisme et communisme, entre bloc occidental et bloc oriental.

La meilleure illustration en est que, si l'année 1945 dessine une nouvelle carte du monde, c'est une carte idéologique et non pas territoriale. Les modifications de frontières sont beaucoup moins limitées qu'au lendemain de la Grande Guerre, consolidant même, d'une certaine façon, la carte de l'Europe léguée par les traités de 1919-1920. En revanche, ces délimitations territoriales vont être gelées du fait de la guerre froide, et le monde mettra près d'un demi-siècle à « sortir de Yalta ». De ce point de vue, le tournant de 1945 a été effacé par le tournant des années 90, de même que « le cycle nucléaire », inauguré l'année d'Hiroshima, a semblé se clore au même moment. 1945, tournant surestimé ?